



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

JPR/524

Arrêté du 20 septembre 2022 portant mise en demeure à la société BOLLORE ENERGIE de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations à RIEDISHEIM

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013024-0002 du 24 janvier 2013 codifiant les conditions d'aménagement et d'exploitation par la Société BOLLORE ENERGIE de l'entrepôt de produits pétroliers à RIEDISHEIM, 93 rue de la Charte et autorisant le rejet au canal du Rhône au Rhin des eaux pluviales décantées en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'Environnement ,

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,

Vu les contrôles réalisés par l'inspection des installations classées sur site et à proximité du site en date des 8, 11, 12, et 13 juillet 2022,

Vu le rapport du 9 août 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, transmis à l'exploitant le 19 août 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

Considérant que lors des contrôles susvisés, l'inspection des installations classées a constaté que contrairement aux dispositions de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, l'exploitant ne met pas en œuvre l'ensemble des mesures permettant d'éviter que ses installations soient émettrices de gaz odorants, incommodants le voisinage. Notamment les événements de ses bacs de stockage sont de type « ouvert » et positionnés de manière à amplifier des phénomènes de balayage des gaz odorants des bacs,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société BOLLORE ENERGIE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 93 rue de la Charte (68400 RIEDISHEIM), est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **avant le 31 mars 2023** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

«L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que l'ensemble des installations ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, [...] »

Article 3 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **20 septembre 2022**

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT